Convois de la liberté, leçons et note d’optimisme…

mercredi 16 février 2022, par Jacques COTTA

Les convois de la liberté ont fait tache d’huile sur la planète tout entière. Au Canada, les grandes villes sont paralysées. En Nouvelle-Zélande, le parlement de Wellington s’est retrouvé encerclé. **« Nous voulons la liberté »**, devient un premier cri de ralliement, car partout c’est la liberté qui est en cause. Paris, Vienne, Bruxelles, les Pays-Bas où le centre-ville de La Haye est paralysé… La soudaineté de ces convois, la contagion de la protestation, le contenu élargi de ces mobilisations sont particulièrement marquants et permettent de dégager quelques leçons lourdes de conséquences pour l’avenir.

Mêmes causes, mêmes effets

Pourquoi partout assistons-nous aux mêmes réactions, à la même détermination ?
« La liberté », point de départ de ces mobilisations, est ressentie comme particulièrement attaquée collectivement et individuellement avec les mesures antiCovid dont les principales victimes sont les citoyens des différentes nations plus que le virus lui-même. Depuis deux ans l’arsenal imposé —du port du masque obligatoire aux confinements, de la vaccination au pass sanitaire pour aboutir au pass vaccinal— est vécu comme une restriction insupportable des libertés fondamentales.

Très vite, la réalité sociale sert de turbo à ce moteur qui met en branle des centaines de milliers de personnes sur la planète et donc en France. Le coût de la vie, le prix de l’énergie, celui de la nourriture, l’impossibilité pour des masses de plus en plus nombreuses de se procurer le minimum vital et de finir la fin de mois, aboutit à un raz-le-bol généralisé.

De la Liberté aux questions matérielles de première importance, c’est un système qui est remis en cause. Le même système qui s’est imposé sur la planète tout entière sous des formes diverses, **la recherche du profit maximum en un minimum de temps** au détriment de la vie sociale, collective et individuelle, la réalité du **capitalisme** et de la **mondialisation**. Le raz-le-bol généralisé se répand, éloignant les citoyens de la vie politique officielle, cela d’autant plus que nul ne répond positivement à ces préoccupations majoritaires.

En France comme ailleurs

En France, la période électorale est propice à toutes sortes de promesses qui en général n’engagent que ceux qui veulent bien y croire. Mais depuis le début, personne ne s’est engagé contre la politique liberticide qui se trouve rejetée par le peuple français. Nul ne s’est opposé aux mesures que des médecins muselés jusque là commencent à dénoncer, notamment, comme **le docteur Alice Desbiolles**, qui révèle dans la commission d’enquête sénatoriale réunie à cet effet l’édifice des mensonges du gouvernement et des autorités médicales, des comités « d’experts » ou autre « conseil scientifique » .

L’inventaire est accablant. Le port du masque en extérieur et aujourd’hui à l’école est d’une totale inefficacité et nul ne s’y est opposé. Les tests généralisés, au point de voir certains contraints d’en effectuer plusieurs par semaine pour seulement aller travailler, sont partiellement inefficaces, ont coûté plus d’un milliard et demi pour être mis en œuvre, et nul ne s’y est aussi opposé. Le pass sanitaire puis vaccinal censé sanctuariser un certain nombre de lieux, totalement inefficaces également, et là encore nul ne s’y est opposé. Le pass vaccinal toujours, dont l’application dans le monde hospitalier pour contrôler les allées et venues, a coûté plus de 60 millions d’euros, et nul toujours ne s’y est opposé. Et le vaccin dont

les plus forts soutiens s'accordent à dire aujourd'hui qu'il n'est pas un vaccin, qu'il ne permet pas de se protéger vraiment et qu'il n'interdit pas de propager le virus, nul ne l'a discuté…

La crise sanitaire s'est ainsi transformée en profonde crise politique sur fond de conflits d'intérêts mêlant monde politique, médical et grandes firmes aux moyens illimités. « Les citoyens se détournent de la vie démocratique », entend-on dire par des **partis décrépis**. Si ceux-là ne veulent évidemment pas voir leur propre responsabilité dans la situation présente, ils ne comprennent pas que c'est une autre démocratie à laquelle aspirent les citoyens. Une démocratie dans laquelle leur voix compte, leur avis est pris en considération, leurs intérêts respectés. Une démocratie dans laquelle sont balayés les conflits d'intérêts… Une démocratie dans laquelle le corps médical dans son ensemble respecte sa déontologie et l'éthique en refusant de sombrer dans une morale dictée par le politique… Une démocratie dans laquelle les faits sont rétablis, par exemple la véritable cause de la crise hospitalière, non due au Covid, mais au départ, notamment des blocs opératoires, de milliers d'infirmières pressurisées, surexploitées, épuisées. Une démocratie qui permet de restaurer des relations de confiance aujourd'hui rompues avec les autorités qui ont pignon sur rue… Une démocratie qui en termine avec les soi-disant experts qui dans tous les domaines se cooptent les uns les autres, ne laissant entendre qu'un son de cloche. Une démocratie qui tolère d'autres points de vue que les seuls en accord avec des intérêts financiers particuliers.

Loi de l'histoire

C'est avec une certaine crainte que les cercles dirigeants ont vu des convois partir des quatre coins de France pour rejoindre Paris. Ils pensaient tels des ignares que la cause était entendue après deux ans de mobilisation essoufflée, réprimée, matraquée des Gilets jaunes. Aussi ont-ils été surpris désagréablement de voir que les ressorts étaient toujours présents pour permettre sur les mêmes thèmes à de nouvelles voix de se faire entendre. Du coup, les mêmes recettes que par le passé ont été appliquées. « Une bande de fascistes »… « Des complotistes »… « Des antisémites »… j'en passe et des meilleurs pour qualifier de simples citoyens dans leur grande majorité animée simplement par la volonté de pouvoir vivre, tout simplement.

C'est une double loi de l'histoire qui s'est affirmée sous nos yeux.

- Les dominants sont toujours prêts pour continuer à dominer, à calomnier, à matraquer, à réprimer. Ce qui semblait exceptionnel il y a deux ans, totalement surréaliste, la présence de blindés dans les rues de Paris pour s'opposer aux Français, est devenu visiblement la règle. Emmanuel Macron a donné l'ordre de ressortir les armes de guerre contre le peuple. Ce que nul n'aurait pu se permettre, le président pas encore candidat l'assume, comme une forme particulière de l'emmerdement qu'il promet aux Français. Pour lui et ses donneurs d'ordre, la lutte des classes est entrée dans la guerre des classes. Au sens propre comme au sens figuré.

Mais la seconde leçon est plus importante.

- Les dominés ne repartent jamais de rien. C'est toujours sur le point culminant atteint précédemment qu'ils réinvestissent force et détermination. Mais 68 n'aurait jamais eu lieu si en 63 les mineurs n'avaient porté un coup d'arrêt à la politique gaulliste de la 5e république notamment aux ordonnances sur la sécurité sociale. Cela nous ramène loin en arrière. Plus récemment, Le Brexit britannique comme la résistance des peuples d'Europe à la mondialisation capitaliste trouvent leur force dans le « Non » français à la constitution européenne en 2005. Et aujourd'hui, les « convois de la Liberté » sont indissociables des mobilisations des Gilets jaunes qui durant deux ans ont battu le pavé…

Évidemment il n'existe pas de lien mécanique. Mais les mouvements se nourrissent, expriment une mémoire, font ressurgir parfois de façon majoritaire, parfois de manière très minoritaire, une force accumulée qui n'attend que le moment, les circonstances, l'étincelle pour mettre le feu à la plaine…

Jacques Cotta
Le 16 février 2022